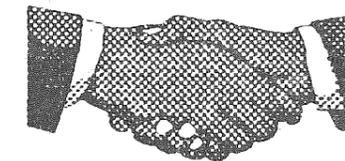


RENCONTRE



«PLUS DE 80% DES MEMBRES DU FRODEBU SONT DERRIERE NYANGOMA»

Entretien avec Jérôme NDIHO, porte-parole du CNDD

Dans cette interview exclusive recueillie depuis Londres par Laurent NDAYUHURUME, vous lirez, tout ou presque, sur les convictions politiques du CNDD, ses objectifs et surtout sa stratégie pour ce qu'il appelle "la restauration de la démocratie".

PANAF : C'est donc après la mort du président NTARYAMIRA que vous décidez de rejoindre monsieur NYANGOMA. Qu'est-ce qui vous a fait encore une fois basculer dans l'exil ?

J.N. : C'est tout le processus qui a conduit à la confirmation du coup d'Etat du 21 octobre 1993. Par un système de coup d'Etat rampant - à travers des accords de KAJAGA, NOVOTEL, KIGIBE qui remettaient en cause les acquis issus des élections du premier et du 29 juin. Parallèlement la

déclaration universelle des droits de l'homme notamment l'article 21, alinéa trois qui stipule que tout pouvoir émane du peuple. Je voyais donc que ces lois fondamentales qui sont le pilier de la démocratie étaient notamment bafouées. Il fallait que je retourne en exil pour continuer ma lutte. En ce qui concerne la négociation, actuellement au CNDD, nous sommes favorables à la négociation avec l'armée monoethnique tutsi que nous appelons aussi armée rebelle à la démocratie. Une négociation de manière à limiter les dégâts qui sont déjà très graves au BURUNDI.

PANAF : A quelles conditions ?

J.N. : Il faut d'abord que l'armée rebelle à la démocratie ..., l'armée monoethnique tutsi cesse de s'attaquer à la population hutu et de tuer les tutsi du frodebu. Pour nous ce serait un signe positif qui pourrait nous

quand même que, fin novembre 1993, un mois à peine après l'assassinat de NDADAYE, dans une réunion du bureau politique du frodebu présidée par NTIBANTUNGANYA, ils ont décidé de créer et d'armer un détachement de résistance populaire mais de manière structurée; justement c'était pour éviter les anarchies et des tueries interethniques tous azimuts. Monsieur SENDEGEYA l'a d'ailleurs déjà dit.

PANAF : Ce détachement devait-il être clandestin ?

J.N. : C'était bien entendu clandestin...

PANAF : Est-ce que ce n'est pas politiquement malhonnête ?

J.N. : Il n'y avait pas d'autres moyens de le faire que clandestinement puisque l'armée ne l'aurait pas toléré. Ils seraient venus les tuer. Même si ntibantunganya a trahi,

J.N. : Bien sûr qu'il ment puisqu'il présidait la séance.

PANAF : En fin de compte, fallait-il négocier ou pas ?

J.N. : A cette période là

PANAF : Oui.

J.N. : Vous vous rappelez qu'à cette époque, les négociations se faisaient au club du lac. J'étais présent. Des officiers, pour la plupart putschistes, sont venus à plusieurs reprises mais n'ont pas voulu revenir à l'autorité civile. Ils ne faisaient que semblant puisque, en pratique, ils continuaient à massacrer des populations. Rappelez-vous de l'hécatombe de KIGANDA, les tueries de KARUZI, les massacres de ngozi. C'est aussi dans cette période qu'ils tuaient les gouverneurs. Vous comprenez que pendant que l'on était en train de mener ce genre d'actions, on ne peut pas considérer que l'armée était prête à négocier.

n'ont pas la manche du couteau, car ils n'ont pas tout le commandement.

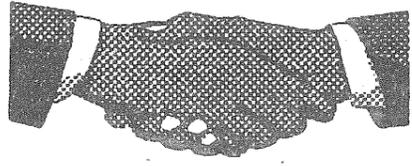
PANAF : Il y a eu tout de même négociation puisque l'on a abouti à la convention de gouvernement ?

J.N. : D'abord tous les accords conclus l'ont été dans un état de contrainte. Quand il y a des baïonnettes derrière le dos, tout ce que l'on signe n'a pas valeur de loi universelle. NTIBANTUNGANYA par exemple est un président otage malheureusement devenu complice tel le syndrome de STOCKHOLM. Il est devenu un maréchal pétain du gouvernement de vichy. Au lieu d'amener la paix, cette convention de gouvernement n'a fait qu'augmenter les animosités, et les tueries. S'ils veulent saborder cette convention - que du reste ils n'ont pas respectée eux-mêmes - s'ils veulent renégocier une autre convention qui respecte la constitution et la

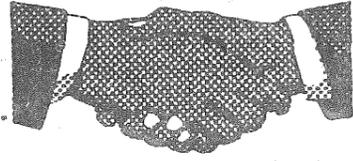
la question : comment peut-on parler de recensement ethnique quand monsieur BUYOYA, un tutsi, a eu 32 pour cent des voix alors qu'au BURUNDI, il n'y a que 14 pour cent de tutsi...

PANAF : Est-ce que vous croyez à ces chiffres de 14 pour cent de tutsi, 85 pour cent de hutus, et 1 pour cent de batwa ?

J.N. : Laissez-moi d'abord terminer quand même l'argument. Même si les tutsi qui constituent 14 pour cent l'avaient élu, cela voudrait dire que 18 pour cent des électeurs qui l'ont choisi sont des hutus. En d'autres termes, la majorité de ses électeurs seraient des hutus. Et si l'on tient compte du fait qu'il y a un bon nombre de tutsi qui ont voté frodebu, et d'autre qui ont voté pour le PRP, on pourrait même dire que moins de 10 pour cent de tutsi ont voté BUYOYA. Et enfin monsieur SENDEGEYA qui n'a eu que 1,3 pour cent. Comment cela se



RENCONTRE



«PLUS DE 80% DES MEMBRES DU FRODEBU SONT DERRIERE NYANGOMA»

Entretien avec J.Ndiho, porte-parole du CNDD

PANAFRIKA N° 42 du 07 Juin 1995

4

Il est notamment chargé de coordonner les

CHRISTIAN et tous les

du CNDD - que ce soit SENEDEGEYA et NDARUBAGIYE qui sont tutsi-je pourrais en citer d'autres mais je préfère les faire pour leur sécurité car ils voyagent souvent au BURUNDI- de juin. Ce sont ceux que l'on appelle aussi les frodebistes démocrates purs et durs par opposition à ce qu'on appelle l'alle de NTIBANTUNGANYA et MINANI. Moi si je vous le dis vous allez dire que J.N. : Cela ne nous gêne pas dans la mesure où le frodebu lui-même a d'abord été interdit. Il a été agréé en dernière minute après avoir tenté de refuser son agrément. Ce qui est important pour nous, c'est la vision politique. Qui ou non, que c'est passé à KINAMA dans un meeting que la démocratie pure nous cotoyons pour la destruction de ce qui s'est passé à NTIBANTUNGANYA. Il était accompagné pas des éléments du peuple ont montré. Il a créé son gouvernement sans chercher à mettre 85

J.N. : Une alle qui, actuellement, est dirigée par NYANGOMA et qui estime qu'il faut continuer la lutte pour faire respecter les acquis de juin. Est-ce vous ne considérez pas d'être risquez pas d'être ramassés de formations politiques non admises au BURUNDI?

J.N. : Il y a aussi l'UBU qui continue à exister même si nous l'avons quitté. Et il garde sa ligne pure et dure.

J.N. : Est-ce vous ne craignez pas d'être ramassés de formations politiques non admises au BURUNDI?

J.N. : La destruction n'est pas pour nous l'objectif premier. L'objectif premier, c'est surtout obtenir la paix. Amener l'armée à négocier en lui opposant un rapport de force qui nous cotoyons pour la démocratie pure.

J.N. : Une alle qui, actuellement, est dirigée par NYANGOMA et qui estime qu'il faut continuer la lutte pour faire respecter les acquis de juin. Est-ce vous ne considérez pas d'être risquez pas d'être ramassés de formations politiques non admises au BURUNDI?

J.N. : La destruction n'est pas pour nous l'objectif premier. L'objectif premier, c'est surtout obtenir la paix. Amener l'armée à négocier en lui opposant un rapport de force qui nous cotoyons pour la démocratie pure.

J.N. : Cette histoire de bases arrière au Zaire, est un dada de presse occidentale. La presse

J.N. : C'est précisément ce phénomène FDD, de la résistance populaire, de la protection collective des villes. L'effet CNDD-FDD a été une diminution de NTIBANTUNGANYA en nous traitant d'irresponsables, c'est plutôt lui qui est responsable. Et puis, surtout opportuniste. Je le comprends. C'est un otage malheureusement devenu complice comme le maréchal pélain.

PANAF : Comment pouvez-vous protéger efficacement la population quand on dir que vos bases arrière sont au Zaire?

J.N. : Cette histoire de bases arrière au Zaire, est un dada de presse occidentale. La presse

PANAF : Qu'est-ce qui fait donc que le nombre de victimes a diminué?

J.N. : C'est précisément ce phénomène FDD, de la résistance populaire, de la protection collective des villes. L'effet CNDD-FDD a été une diminution de NTIBANTUNGANYA en nous traitant d'irresponsables, c'est plutôt lui qui est responsable. Et puis, surtout opportuniste. Je le comprends. C'est un otage malheureusement devenu complice comme le maréchal pélain.

PANAF : Comment pouvez-vous protéger efficacement la population quand on dir que vos bases arrière sont au Zaire?

J.N. : Cette histoire de bases arrière au Zaire, est un dada de presse occidentale. La presse

(suite en page 5)

secondaire. Nous, nous avons déclenché la lutte entre les démocrates et les anti-démocrates, entre les démocrates et les fascistes. Quand les hutus et les tutsi au sein du CNDD - que ce soit SENDEGEYA et NDARUBAGIYE qui sont tutsi - je pourrais en citer d'autres mais je préfère les taire pour leur sécurité car ils voyagent souvent au BURUNDI - ma mère est tutsi coté ganwa et mon père est hutu.. (haussant le ton) ce complexe ethniste n'existe pas. Vous seriez vraiment étonné de voir la fraternité qui règne entre les hutus et les tutsi membres du CNDD que ce soit ceux qui sont en exil ou ceux qui sont à Bujumbura et à l'intérieur du pays. Sur ce point, le frodebu a réussi quelque chose d'extrêmement important dans l'histoire du BURUNDI; démontrer que c'est possible de créer une nation où les hutus et les tutsi peuvent cohabiter et se répartir les postes de responsabilité. D'ailleurs NDADAYE l'a bien montré. Il a créé son gouvernement sans chercher à mettre 85

des individus et des associations qui acceptent ses statuts. Il y actuellement ce que l'on appelle l'aile majoritaire du frodebu...

PANAF : C'est-à-dire?

J.N. : Une aile qui, actuellement, est dirigée par NYANGOMA et qui estime qu'il faut continuer la lutte pour faire respecter les acquis de juin. Ce sont ceux que l'on appelle aussi les **frodebistes démocrates purs et durs** par opposition à ce qu'on appelle l'aile opportuniste de **NTIBANTUNGANYA** et **MINANI**. Moi si je vous le dis vous allez dire que c'est tendancieux; mais je vous affirme qu'actuellement, plus de 80 pour cent des membres du frodebu sont derrière **NYANGOMA**. Si vous voulez le vérifier, référez-vous, par exemple, à ce qui s'est passé à **KINAMA** dans un meeting que **NTIBANTUNGANYA** allait faire. Il était accompagné pas **BIKOMAGU**. Des éléments du peuple ont entonné ; "Eee ! **NYANGOMA**. leta

PANAF : Mais cela n'a pas été agréé au BURUNDI.

J.N. : Il y a aussi le frolinat

PANAF : Lui non plus n'a pas été agréé?

J.N. : Il y a aussi l'UBU qui continue à exister même si nous l'avons quitté. Et il garde sa ligne pure et dure.

PANAF : Est-ce vous ne risquez pas d'être considéré comme un ramassis de formations politiques non admises au BURUNDI?

J.N. : Cela ne nous gêne pas dans la mesure où le frodebu lui-même a d'abord été interdit. Il a été agréé en dernière minute après avoir tenté de refuser son agrément. Ce qui est important pour nous, c'est la vision politique. Oui ou non, ces organisations que nous cotoyons sont pour la démocratie pure. Si elle sont pour le "one man one vote", si elles sont pour le respect des décisions majoritaires tout en respectant les droits des minorités, pour nous ça ne nous gêne

PANAF : Il y a un côté le CNDD et de l'autre le FDD. Quel est l'objectif de cette force militaire

J.N. : D'abord et avant tout la protection de la population quand l'armée attaque les populations civiles. Il s'agit de s'intercaler et freiner, un tant soit peu, et repousser les militaires qui viennent tuer la population. Je dis ralentir et repousser puisque les **FDD** n'ont pas encore les moyens suffisants pour détruire cette armée monoethnique tutsi et qui est rebelle à la démocratie.

PANAF : Si c'était possible, ce serait un objectif?

J.N. : La destruction n'est pas pour nous l'objectif premier. L'objectif premier; c'est surtout obtenir la paix. Amener l'armée à négocier en lui opposant un rapport de force qui l'oblige à négocier. Cela est bien meilleur que viser la destruction qui causerait une destruction massive de part et d'autre. Même si le **CNDD** gagnait, ce serait une victoire à la pyrrhus qui

notamment la séparation entre la gendarmerie et l'armée. Cela permettrait à cette armée nouvellement créée, de s'occuper de la protection territoriale. Cela nous éviterait que **KIRUNDO** avec les autres provinces du Nord soient régulièrement violées par le **FPR** qui, avec l'aide de l'armée rebelle à la démocratie, se permet d'opérer à l'intérieur du territoire burundais. La gendarmerie, elle, aurait le rôle de police comme dans toutes les polices du monde. Recrutée comme l'armée, colline par colline, elle pourrait sauvegarder l'ordre public.

PANAF : Le président NTIBANTUNGANYA vous accuse d'être irresponsables parce que dit-il, vous envoyez les gens à la boucherie?

J.N. : Le président **NTIBANTUNGANYA** est de mauvaise foi. C'est un homme suffisamment intelligent mais malheureusement opportuniste. Il sait qu'en 1972, l'armée monoethnique tutsi a pu galvaniser même d'autres tutsi tribalistes

de monsieur **NDARUBAGIYE**, qui est tutsi, il affirme que dans le plan de l'armée, ils avaient prévu de tuer plus de hutus qu'en 1972.

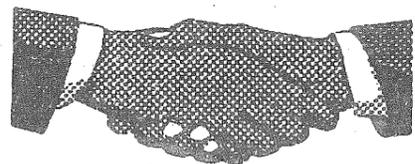
PANAF : Qu'est-ce qui fait donc que le nombre de victimes a diminué?

J.N. : C'est précisément ce phénomène **FDD**, de la résistance populaire, de la protection collective des civiles. L'effet **CNDD-FDD** a été une diminution de **c a d a v r e s**. **NTIBANTUNGANYA** en nous traitant d'irresponsables, c'est plutôt lui qui est irresponsable. Et puis, surtout opportuniste. Je le comprends. c'est un otage malheureusement devenu complice comme le maréchal pétain.

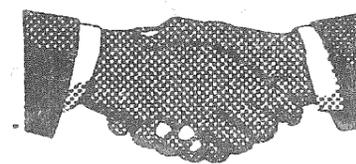
PANAF : Comment pouvez-vous protéger efficacement la population quand on dit que vos bases arrières sont au Zaïre?

J.N. : Cette histoire de bases arrières au Zaïre, est un dada de presse occidentale. La presse

(suite en page 5)



RENCONTRE



«PLUS DE 80% DES MEMBRES DU FRODEBU SONT DERRIERE NYANGOMA»

Entretien avec J.Ndiho, porte-parole du CNDD

burundaise, elle, vous parlera de ce qu'elle appelle les "bandes armées" qui ont opéré à MUYINGA -trois ou quatre embuscades avec l'hélicoptère qui tombe. Elle vous parlera des multiples batailles de KARUZI, les récentes batailles de KAYANZA, les différentes escarmouches de BUJUMBURA rurale. Ce ne sont pas des gens qui viennent du Zaïre. D'ailleurs, le long de la frontière avec le Zaïre se trouve un cordon de militaires burundais. Les FDD ne sont pas assez folles pour se lancer dans un tel cordon sachant que les militaires sont mieux armés que les maquisards. Vous savez, le maquis c'est aux propagandistes qui veulent peut-être salir le Zaïre.

PANAF : Et l'histoire des interahamwe. Avez-vous dans vos rangs des éléments des anciennes forces armées et milices rwandais ?

J.N. : Nous n'avons aucun intérêt objectif de travailler avec eux. Je commencerais par une raison au premier militaire

guide nos combattants. Tout se fait dans un esprit démocratique, de tolérance mutuelle. Et puis aussi, il y a des tutsi au sein du FDD. C'est tout à fait différent des FAR et des interahamwe dont la lutte, à cette époque là, était une lutte de résistance à une agression du FPR, tutsi. Il y a donc là une vision d'antagonisme tutsi-hutu.

PANAF : Et ils ont un génocide sur le dos

J.N. : Ça, ce serait une considération plutôt opportuniste de dire que puisque l'on dit que ce sont des génocidaires on ne va pas s'allier avec eux. Je veux dire que sur le plan politique, ce serait perdre trop d'énergie que de vouloir les convertir. Voyez l'énergie que nous perdrons à les convertir militairement et politiquement. Ça ne nous arrangerait pas alors que nous ne manquons pas d'hommes. Il y a énormément de gens qui voudraient prendre les armes contre l'armée monoethnique et tutsi. Malheureusement, nous

J.N. : Mais c'est pour vous montrer qu'il ne faut pas rêver. Parler de pacification alors que l'on est en train de tuer. Quand NTIBANTUNGANYA parle de réconciliation et que entre-temps dans la RUZIZI flotte le corps d'un directeur de cabinet du ministère de la santé... C'est ridicule ! Quand l'armée cessera d'attaquer les populations civiles, nous pourrons dire que les conditions de la pacification seront là. C'est là que nous pourrons se mettre autour d'une table et discuter car les esprits seront moins échauffés tant du côté de l'armée que du côté des FDD... On pourra alors négocier

toutes ces choses qui font l'appétit des gens qui assassinent, telles les hutuland et les tutsiland de BAGAZA.

PANAF : Est-ce que depuis la création du CNDD, vous avez eu des contacts avec les autorités burundais ?

J.N. : Il en a existé. Après ça été rompu.

PANAF : Pourquoi ?

J.N. : Parce que justement il n'y a pas eu arrêt des hostilités. L'initiative des hostilités c'est toujours l'armée. Les FDD ne font que des réactions de défense.

PANAF : Dans votre communiqué numéro 14,

CHRISTIAN et tous les cadres du conseil pour la défense de la démocratie" fin de citation. C'est hallucinant !

J.N. : Oui c'est hallucinant ! Et c'est vraiment malheureux que tant d'argent puisse être dépensé pour tuer les démocrates alors que au BURUNDI, beaucoup de gens meurent de faim chez les réfugiés, les dispersés dans les marais ou les déplacés dans les centres urbains. Débourser une telle somme pour encore une fois tuer, c'est scandaleux.

PANAF : Est-ce que vous avez des preuves de ce que vous avancez ?

Il est notamment chargé de coordonner les dragons de la mort qui, actuellement opèrent au Zaïre.

C'est aussi dans cette foulée qu'il faut inscrire l'énergie que NTIBANTUNGANYA verse pour inciter Interpol à traquer SENDEGEYA et NYANGOMA. Les deux personnalités ne sont pas des terroristes mais plutôt des leaders d'un mouvement politique avec un programme qui cherche la paix.

PANAF : Etes-vous de ceux qui disent qu'une approche régionale du problème burundais et rwandais : c'est prématuré ou trop tard ?

J.N. : Actuellement, il n'existe aucun pays au monde -même pas les Etats-unis, qui puisse résoudre ses problèmes tout seul. Il en est de même pour le BURUNDI. Toutefois, le moteur de ces solutions doit provenir d'abord et avant tout du BURUNDI. L'apport extérieur est toujours secondaire. La preuve : le putsch a été arrêté grâce à la



forces armées et milices
rwandais?

J.N. : Nous n'avons aucun intérêt objectif de travailler avec eux. Je commencerais par une raison purement militaire. Les interhamwe et les FAR, ont évolués dans une philosophie de guerre conventionnelle rangée...

PANAF : Ils peuvent se reconvertir...

J.N. : La reconversion ne va pas aussi vite surtout quand on a d'autres tares. Ils sont habitués à la guerre conventionnelle qui pose l'équation d'être une force très équipée et très supérieure. Si nous commettons la bêtise de les associer à notre lutte, ils risqueraient de contaminer les nôtres en amenant des pratiques erronées puisque nous avons opté pour la guerre des pauvres. Sur le plan militaire et technique, ils ne nous intéressent pas.

PANAF : Et politiquement?

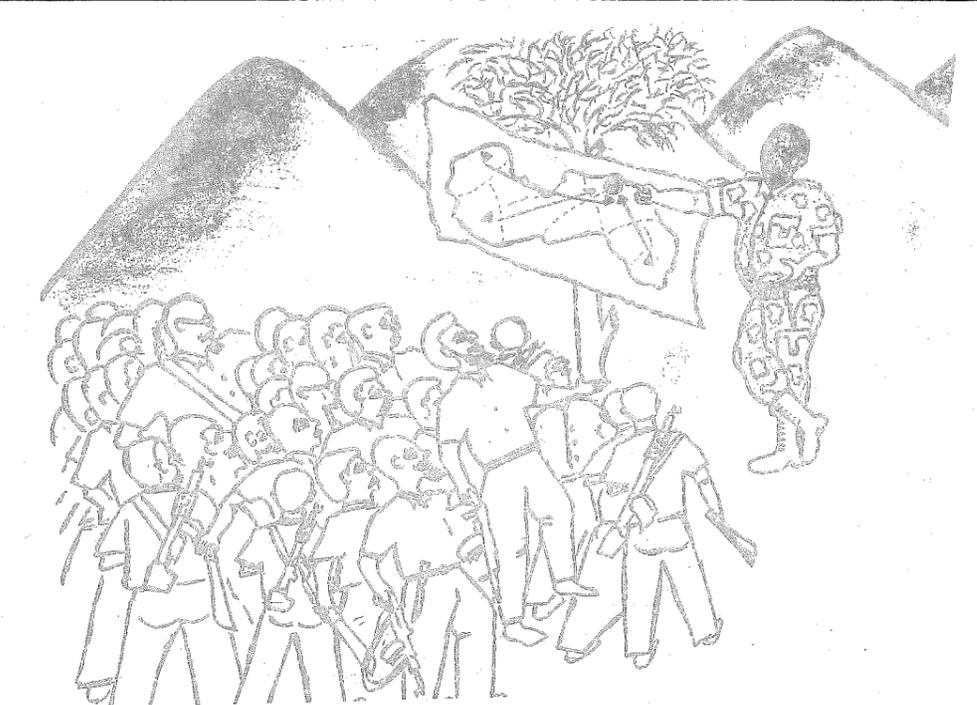
J.N. : Nous luttons pour le retour de la démocratie. Il existe tout un moteur, une philosophie politique qui

manquons pas d'hommes. Il y a énormément de gens qui voudraient prendre les armes contre l'armée monoethnique et tutsi. Malheureusement, nous n'avons pas assez de matériel à leur distribuer.

PANAF : Apparemment, vous êtes décidément embarqué sur le chemin de la confrontation. Un mot sur la campagne de pacification entamée dans le pays. Pour vous est-ce de l'énergie pour rien?

J.N. : Embarquer pour la confrontation n'est pas l'objectif. Notre objectif est de négocier. Mais évidemment, il y aura confrontation si l'armée refuse la négociation. Quand à la campagne de pacification, on ne peut pas parler de campagne de pacification. Tout récemment, vous avez suivi les massacres de BUKEYE ce moi de mai, les tirs du 11 mai sur KAMENGE...

PANAF : Oui, mais je parle de la philosophie de cette campagne car il est évident que les incidents ne manqueront pas.



"Il y aura une confrontation si l'armée refuse la négociation"

car tout est négociable. Nous pensons par exemple que la question des minorités, très sensible au BURUNDI, pourrait faire l'objet de négociations. Nous pourrions nous inspirer des accords de LANCASTER HOUSE à l'époque de IAN SMITH pour l'ex-RHODÉSIE. Même si les blancs n'avaient qu'un pourcentage de population faible, lors du partage du pouvoir ils ont atteint 20 pour cent. On pourrait ainsi éviter

vous accusez le président NTIBANTUNGANYA, le premier ministre NDUWAYO ainsi que l'ETAT MAJOR de l'armée d'avoir réquisitionné à l'OFFICE DES CAFÉS DU BURUNDI, à la DOCUMENTATION NATIONALE et à LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE, une somme de 170 millions de F Bu pour, je cite "traquer et abattre NYANGOMA, SENDEGEYA

J.N. : Nous avons bien précisé que c'est parti de la documentation nationale. Faites des enquêtes dans les comptes de la banque de la république. Essayez de voir les différentes fuites. Allez vérifier à l'OCIBU aussi. Vérifiez la confrontation des dates. Nous avons même cité un individu : monsieur MUGIRANEZA CHARLES. Il est l'ex-secrétaire d'ambassade à KIGALI, et candidat vice-consul à BUKAVU.

provenir d'abord et avant tout du BURUNDI. L'apport extérieur est toujours secondaire. La preuve : le putsch a été arrêté grâce à la population elle-même. Les puissances extérieures n'ont même pas intervenu à travers le MIPROBU. Le BURUNDI est viable en tant qu'Etat. Ce n'est pas indispensable de le noyer dans un ensemble régional d'un grand pays comme le Tanzanie et le Zaïre - pour parler de certains scénarios - ou dans une entité d'un empire hima renfermant le RWANDA et l'UGANDA. Le BURUNDI est viable en temps qu'Etat, la preuve c'est que les démocrates hutu et tutsi ont réussi ensemble à lutter et à mettre sur pied un système démocratique et même à gagner les élections.

Propos recueillis par
Laurent
NDAYUHURUME